

président du Conseil du Trésor) tendant à ce que la Chambre se forme en comité des subsides, et de l'amendement de M. Chatterton (page 2710).

L'HABITATION—L'INEFFICACITÉ DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. J. B. Stewart (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, cet après-midi la Chambre est saisie d'une motion indiquant que le gouvernement actuel ne jouit pas de la confiance de la Chambre. (*Applaudissements*)

Je vois, monsieur l'Orateur, que j'ai assez bien résumé la situation. Les arguments des honorables vis-à-vis à l'appui de la motion ont tous porté sur le grave problème du logement. L'opposition nous dit que l'on peut relier la cherté de l'habitation aux fortes dépenses du gouvernement. Le coût élevé des terrains à bâtir, de leur aménagement, des matériaux de construction, de la main-d'œuvre, nous dit-on, peut être rattaché à des dépenses publiques comme le relèvement des pensions, l'aide à l'éducation, les versements supplémentaires aux provinces et ainsi de suite.

On nous dit que le logement aurait dû, depuis cinq ans, être la toute première préoccupation des dirigeants du pays et que le gouvernement a failli à sa tâche. On nous dit maintenant que le gouvernement aurait dû affecter plus de fonds à l'habitation ou dépenser moins à d'autres fins.

Juste avant l'ajournement, hier, je présentais à la Chambre des chiffres sur l'argent affecté à l'habitation, pendant un certain nombre d'années, par l'intermédiaire de la Société centrale d'hypothèques et de logement. On y voyait que les versements passaient d'environ 245 millions de dollars en 1962 à une estimation budgétaire de 962 millions de dollars pour l'année en cours. Étant donné ces dépenses accélérées, il faut supposer que, d'après l'opposition, on aurait dû consacrer des sommes moindres aux autres programmes.

• (3.20 p.m.)

Si tel est le cas, comment le prouver? Je ne vois qu'un moyen: l'un des porte-parole de l'opposition devrait maintenant soumettre à la Chambre une liste des principales dépenses effectuées au cours des quatre dernières années et que l'opposition juge aujourd'hui in-

justifiées. J'invite donc l'un de ses porte-parole à soumettre en temps utile, à la Chambre et au pays, une liste, de ces principales dépenses. Je m'en tiens à celles-ci, car il est clair que certaines dépenses secondaires entraîneraient un désaccord entre les membres de l'opposition et peut-être même de ce côté-ci de la Chambre. Il s'agit ici de sommes considérables. C'est pourquoi, pour avoir une valeur quelconque, leur argument doit s'appuyer sur une liste des dépenses importantes et, selon eux, injustifiées.

L'opposition ne peut simplement pas avoir les deux: solliciter d'une part une augmentation des dépenses gouvernementales pour différentes sortes de pensions, pour une assistance plus grande dans le domaine de l'instruction publique de même que pour un partage plus généreux des recettes fiscales fédérales avec les gouvernements provinciaux, et, d'autre part, dire ensuite que ces dépenses font monter indûment le coût du logement. J'invite l'un des porte-parole de l'opposition, quel qu'il soit, à la sortir du dilemme où son argument semble l'avoir enfermé jusqu'ici.

Le besoin de logements et d'abris est si grand à l'heure actuelle qu'en pareilles circonstances nous ne tenons pas compte parfois de certains aspects économiques et sociaux importants. Nous sommes alors victimes d'une illusion. Je voudrais vous signaler très brièvement cet après-midi trois ou quatre de ces aspects.

Premièrement, si le nombre de lots à construire est restreint et si on utilise déjà le gros de la main-d'œuvre spécialisée et de l'outillage requis pour la construction, nul argent supplémentaire ne saurait produire un plus grand nombre de maisons. Tout ce que cet argent produira, c'est une véritable inflation.

Hier, le député d'Esquimalt-Saanich a mentionné un passage du Quatrième exposé annuel du Conseil économique du Canada. Il a cité un extrait de la page 286 de cet exposé, et j'aimerais lire le paragraphe en question, car il concerne directement cet argument. En voici le texte:

L'habitation est, de tous les grands secteurs de l'économie, celui où la plus forte augmentation de la productivité va s'imposer, du moins jusqu'en 1970, et peut-être même jusqu'à la fin de la prochaine décennie. C'est là une question d'importance majeure pour l'ensemble du pays, puisqu'il s'agit d'éviter que la pénurie croissante de logements n'aboutisse à un grave problème national. La nécessité va donc s'imposer d'accroître très sensiblement les ressources disponibles, y compris la